

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 01581

Numéro SIREN : 333 696 060

Nom ou dénomination : SERCO PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 22/03/2021 sous le numéro de dépôt A2021/006343

SERCO PARTNERS
Société à responsabilité limitée
Au capital de 130 000 euros
Siège social : 63, rue du Colombier - BP 57695
31670 LABÈGE CEDEX
RCS TOULOUSE 333 696 060

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE du 27 FEVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le vingt-sept février,
A 11 heures 30,

Les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire annuelle au siège social 63 rue du colombier à LABEGE étant précisé que cette réunion regroupant moins de 10 personnes n'est pas soumise au dispositif d'interdiction des réunions et rassemblements résultant du décret 2020-293 du 23 mars 2020.

Chaque associé a été convoqué par la gérance effectuée par lettre avec demande d'avis de réception.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents :

- M. Philippe GANDON
- Société AXE CONSEIL
- Société PHIGA CONSEILS
- Société BLB AUDIT
- M. Bruno LE BESNERAIS

Sont absents

- ✓ Société CABINET 42
- ✓ M. Benoit GOURRIN

Bruno le BESNERAIS préside la séance en qualité de Gérant associé.

Le Président constate que les associés présents possèdent 6250 parts sociales ; en conséquence, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- les copies des lettres de convocation et les récépissés postaux
- la feuille de présence
- les prêts à la consommation de parts sociales remis par les associés concernés
- le rapport de la gérance
- le texte des projets de résolutions

6
B.3

Le Président déclare que tous les documents prescrits à l'article R 223-19 du Code de commerce ont été adressés aux associés en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- ✓ Agrément de la société PHIGA CONSEIL, déjà associée, en qualité d'emprunteur de 1417 parts sociales prêtées par la société AXE CONSEIL ;
- ✓ Modification des statuts ;
- ✓ Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Puis, le Président donne lecture du rapport de la gérance et déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION – Agrément de l'emprunteur

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, déclare agréer la société PHIGA CONSEIL, déjà associée, en qualité d'emprunteur de 1417 parts sociales numérotées de 5337 à 5401 et de 3497 à 4848 prêtées par la société AXE CONSEIL, pour une durée indéterminée en exécution des prêts à la consommation des parts sociales consentis entre eux.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associé présents.

DEUXIEME RESOLUTION – Mise en harmonie des statuts

L'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts pour y faire apparaître le nom de l'Emprunteur suivi de celui du Prêteur:

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS SOCIALES – LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à CENT TRENTE MILLE EUROS (130 000 €)

Il est divisé en 8125 parts sociales de 16 euros chacune, numérotées de 1 à 10 000, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante

- à la société **CABINET 42** à concurrence de 1874 parts sociales numérotées de 1 à 1874 inclus au titre de son apport initial ci.....**1874 parts sociales**
- à la société **AXE CONSEIL** à concurrence de 833 parts sociales numérotées de 4849 à 5336 et 5402 à 5496 et 7996 à 8245 ci.....**833 parts sociales**
- à la société **BLB AUDIT** à concurrence de 2499 parts sociales numérotées de 5497 à 7995 inclus au titre de son apport initial ci.....**2499 parts sociales**
- à la société **PHIGA CONSEILS** à concurrence de 1499 parts sociales numérotées de 8246 à 8745 et 8995 à 9993 ci.....**1499 parts sociales**
à concurrence de 1417 parts sociales numérotées de 5337 à 5401 et 3497 à 4848 en vertu des prêts à la consommation consentis par la société AXE CONSEIL ci.....**1417 parts sociales**
- à **Monsieur Bruno LE BESNERAIS** à concurrence de 1 part sociales numérotée 9997 ci.....**1 part sociale**
- à **Monsieur Philippe GANDON** à concurrence de 1 part sociales numérotée 9998 ci.....**1 part sociale**
- à **Monsieur Benoit GOURRIN** à concurrence de 1 part sociales numérotée 10 000 ci.....**1 part sociale**

=====

Handwritten signature: A 33

Total égal au nombre de parts composant le capital social :.....**8125 parts sociales**
Etant précisé que les parts sociales numérotées 1 875 à 3496 inclus de 8476 à 8994 inclus de 9994 à 9996 inclus et 9999 ont été annulées par Assemblée Générale extraordinaire du 24 janvier 2017.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont libérés selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste des associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de membres des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission générale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés présents.

TROISIEME RESOLUTION - Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

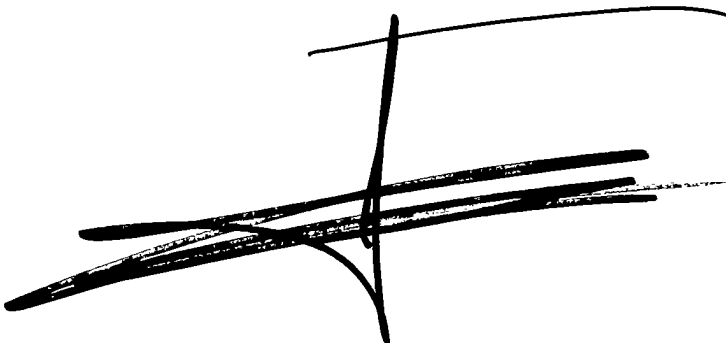
L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés présents.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 12 h.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant, président de séance.

Le Gérant



11
b 33

CONVENTION DE PRÊT DE CONSOMMATION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNEES

I. La Société AXE CONSEIL, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 88.000 euros, dont le siège social est situé 16, avenue de Lanta, 31280 DREMIL LAFAGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 433 952 983,

Représentée par son gérant, Monsieur François TOURNIER, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée le « **Prêteur** » ou « **AXE CONSEIL** »,
D'UNE PART,

ET

2. La Société PHIGA CONSEILS, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 7.500 euros, dont le siège social est situé 25, rue des Vignes, 31130 BALMA, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 451 655 658,

Représentée par son gérant, Monsieur Philippe GANDON, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée l'« **Emprunteur** » ou « **PHIGA CONSEILS** »,
D'AUTRE PART,

Le Prêteur et l'Emprunteur étant ci-après désignés collectivement les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – PRÊT

Le Prêteur consent par les présentes à l'Emprunteur, qui accepte, un prêt de consommation régi par les articles 1892, 1893 et 1902 du Code Civil portant sur les valeurs mobilières suivantes :

MILLE TROIS CENT CINQUANTE DEUX (65) parts sociales numérotées de 5 337 à 5 401, de la société SERCO PARTNERS, société à responsabilité limitée au capital de 130.000 euros, dont le siège social est situé Les berges du Lac — Bâtiment B, rue du Colombier — BP 57695, 31670 LABEGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 333 696 060 (ci-après les « **Parts** »).

Le présent prêt est consenti gratuitement.

A

B

ARTICLE II – EFFETS

Conformément aux dispositions de l'article 1893 du Code Civil, le présent contrat de prêt emporte transfert de propriété au profit de l'Emprunteur des Parts dont il pourra, dans le cadre des dispositions statutaires de la société SERCO PARTNERS sus-désignée, user et disposer en toute liberté.

ARTICLE III - JOUISSANCE DES PARTS SOCIALES

L'Emprunteur des Parts en aura la jouissance pendant toute la durée du prêt.

Il percevra tout dividende qui serait distribué par la société SERCO PARTNERS dont il pourra faire état de sa qualité d'associé.

L'Emprunteur pourra, dans le cadre des dispositions statutaires de la société SERCO PARTNERS, user et disposer en toute liberté de la chose prêtée, sauf à en restituer au Prêteur un nombre identique et de même valeur nominale à la date d'expiration du prêt, et sous réserve des dispositions du IV du présent contrat.

ARTICLE IV - OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

De façon générale, l'Emprunteur aura l'obligation d'exercer tous les droits lui appartenant en sa qualité de propriétaire des Parts, de la même façon qu'un associé diligent.

4.1 - Augmentation du capital

- Augmentation du capital en numéraire, par émission de parts sociales nouvelles

En cas d'augmentation(s) du capital de la société par création de parts sociales nouvelles, l'Emprunteur s'engage à souscrire à l'émission de toutes les parts sociales qui lui seraient attribuées.

Le Prêteur deviendra seul, à l'exclusion de l'Emprunteur, automatiquement propriétaire des parts sociales nouvelles auxquelles donnerait droit les Parts prêtées, dès la réalisation de cette augmentation.

Le Prêteur s'engage en contrepartie à avancer à l'Emprunteur les fonds nécessaires pour souscrire à l'augmentation de capital.

- Augmentation du capital par élévation du nominal des parts sociales

En cas d'augmentation(s) de capital par élévation du nominal des parts sociales, l'Emprunteur devra restituer au Prêteur, à la date d'expiration du prêt, un nombre de parts sociales identique au nombre de parts sociales prêtées, et d'un montant nominal égal à celui résultant de la ou des élévation(s) du nominal des parts sociales, réalisée(s) pendant la durée du prêt.

- Augmentation du capital par incorporation de réserves

L'Emprunteur devra restituer au Prêteur, à la date d'expiration du prêt, les parts sociales gratuites émises dans le cadre d'une augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une indemnité.

VA

β

4.2 - Echange - fusion – scission

L'Emprunteur s'engage à présenter ses Parts à l'échange et recevra les parts sociales nouvelles en cas de regroupement ou de divisions de parts sociales, de fusion, d'apports partiels ou de scission, etc....

ARTICLE V - DUREE - RESTITUTION

5.1 - Durée

Le présent prêt est consenti et accepté pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen, à tout moment, en respectant un délai de préavis de 15 Jours (Quinze).

Il prendra automatiquement fin :

- en cas de dissolution, de liquidation du Prêteur, quelle qu'en soit la cause,
- à l'expiration, pour quelque cause que ce soit, du mandat de gérant de Monsieur Philippe GANDON au sein de la société SERCO PARTNERS,
- en cas de décès du Gérant de la SARL PHIGA CONSEILS, Monsieur Philippe GANDON,
- en cas de prise de contrôle de la SARL PHIGA CONSEILS par une société non associée de la SARL SERCO PARTNERS,
- en cas de dissolution, de liquidation de la société SERCO PARTNERS.

5.2 -Restitution

L'Emprunteur disposera d'un délai de quinze jours calendaires à compter soit du terme du présent contrat, soit de la survenance de l'un des événements prévus à l'article « 5.1 — Durée » susvisé, pour restituer des parts sociales de même espèce que celles prêtées, ainsi que tous ses accessoires ou compléments.

L'Emprunteur s'engage ainsi à restituer les parts sociales nouvelles reçues à la suite d'échanges des Parts prêtées en raison d'opérations de fusion, d'apport partiel ou de scission, de regroupement ou de division de parts sociales, distributions exceptionnelles de réserves, l'Emprunteur ne devant conserver que les dividendes annuels mis en distribution suivant l'article 111 des présentes.

Si une plus-value existe à la restitution des Parts, le Prêteur s'engage à en supporter l'imposition.

ARTICLE VI - CESSION A DES TIERS

Les Parties déclarent que le présent contrat est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à transférer à quiconque sous quelque forme que ce soit tout ou partie des droits et obligations qui découlent pour elles du présent contrat.

A

B

ARTICLE VII - HERITIERS - AYANTS DROIT

Le présent acte oblige les héritiers ou ayants droit, solidairement entre eux, à exécuter les obligations et à restituer de plein droit les Parts prêtées comme décrits aux termes des présentes.

ARTICLE VIII - FRAIS

Les frais des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE IX - NOTIFICATIONS - ELECTION DE DOMICILE

Toutes notifications ou communications faites en raison de ou en relation avec les présentes seront envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception aux adresses indiquées dans l'identification des Parties ou remises en main propre contre récépissé.

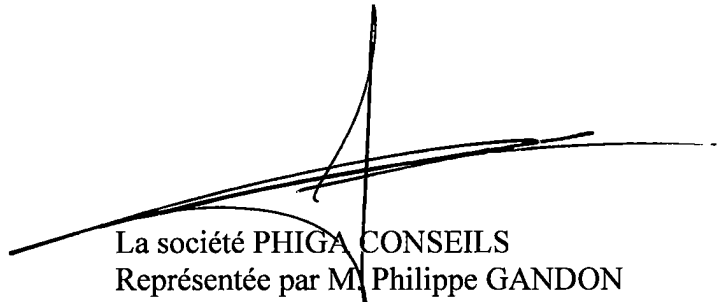
Fait à Labège,

Le, 30/04/2019

En Trois (3) exemplaires originaux



La société AXE CONSEIL
Représentée par M. François TOURNIER



La société PHIGA CONSEILS
Représentée par M. Philippe GANDON

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
TOULOUSE
Le 16/03 2021 Dossier 2021 00010321, référence 3104P61 2021 A 01065
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

CONVENTION DE PRÊT DE CONSOMMATION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNEES

I. La Société AXE CONSEIL, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 88.000 euros, dont le siège social est situé 16, avenue de Lanta, 31280 DREMIL LAFAGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 433 952 983,

Représentée par son gérant, Monsieur François TOURNIER, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée le « **Prêteur** » ou « **AXE CONSEIL** »,
D'UNE PART,

ET

2. La Société PHIGA CONSEILS, société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 7.500 euros, dont le siège social est situé 25, rue des Vignes, 31130 BALMA, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 451 655 658,

Représentée par son gérant, Monsieur Philippe GANDON, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désignée l'« **Emprunteur** » ou « **PHIGA CONSEILS** »,
D'AUTRE PART,

Le Prêteur et l'Emprunteur étant ci-après désignés collectivement les « **Parties** » ou individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – PRÊT

Le Prêteur consent par les présentes à l'Emprunteur, qui accepte, un prêt de consommation régi par les articles 1892, 1893 et 1902 du Code Civil portant sur les valeurs mobilières suivantes :

MILLE TROIS CENT CINQUANTE DEUX (1 352) parts sociales numérotées de 3 497 à 4 848, de la société SERCO PARTNERS, société à responsabilité limitée au capital de 130.000 euros, dont le siège social est situé Les berges du Lac — Bâtiment B, rue du Colombier — BP 57695, 31670 LABEGE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 333 696 060 (ci-après les « **Parts** »).

Le présent prêt est consenti gratuitement.

N A

ARTICLE II – EFFETS

Conformément aux dispositions de l'article 1893 du Code Civil, le présent contrat de prêt emporte transfert de propriété au profit de l'Emprunteur des Parts dont il pourra, dans le cadre des dispositions statutaires de la société SERCO PARTNERS sus-désignée, user et disposer en toute liberté.

ARTICLE III - JOUISSANCE DES PARTS SOCIALES

L'Emprunteur des Parts en aura la jouissance pendant toute la durée du prêt.

Il percevra tout dividende qui serait distribué par la société SERCO PARTNERS dont il pourra faire état de sa qualité d'associé.

L'Emprunteur pourra, dans le cadre des dispositions statutaires de la société SERCO PARTNERS, user et disposer en toute liberté de la chose prêtée, sauf à en restituer au Prêteur un nombre identique et de même valeur nominale à la date d'expiration du prêt, et sous réserve des dispositions du IV du présent contrat.

ARTICLE IV - OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR

De façon générale, l'Emprunteur aura l'obligation d'exercer tous les droits lui appartenant en sa qualité de propriétaire des Parts, de la même façon qu'un associé diligent.

4.1 - Augmentation du capital

- Augmentation du capital en numéraire, par émission de parts sociales nouvelles

En cas d'augmentation(s) du capital de la société par création de parts sociales nouvelles, l'Emprunteur s'engage à souscrire à l'émission de toutes les parts sociales qui lui seraient attribuées.

Le Prêteur deviendra seul, à l'exclusion de l'Emprunteur, automatiquement propriétaire des parts sociales nouvelles auxquelles donnerait droit les Parts prêtées, dès la réalisation de cette augmentation.

Le Prêteur s'engage en contrepartie à avancer à l'Emprunteur les fonds nécessaires pour souscrire à l'augmentation de capital.

- Augmentation du capital par élévation du nominal des parts sociales

En cas d'augmentation(s) de capital par élévation du nominal des parts sociales, l'Emprunteur devra restituer au Prêteur, à la date d'expiration du prêt, un nombre de parts sociales identique au nombre de parts sociales prêtées, et d'un montant nominal égal à celui résultant de la ou des élévation(s) du nominal des parts sociales, réalisée(s) pendant la durée du prêt.

- Augmentation du capital par incorporation de réserves

L'Emprunteur devra restituer au Prêteur, à la date d'expiration du prêt, les parts sociales gratuites émises dans le cadre d'une augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, sans qu'il puisse prétendre au versement d'une indemnité.



4.2 - Echange - fusion – scission

L'Emprunteur s'engage à présenter ses Parts à l'échange et recevra les parts sociales nouvelles en cas de regroupement ou de divisions de parts sociales, de fusion, d'apports partiels ou de scission, etc....

ARTICLE V - DUREE - RESTITUTION

5.1 - Durée

Le présent prêt est consenti et accepté pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen, à tout moment, en respectant un délai de préavis de 15 Jours (Quinze).

Il prendra automatiquement fin :

- en cas de dissolution, de liquidation du Prêteur, quelle qu'en soit la cause,
- à l'expiration, pour quelque cause que ce soit, du mandat de gérant de Monsieur Philippe GANDON au sein de la société SERCO PARTNERS,
- en cas de décès du Gérant de la SARL PHIGA CONSEILS, Monsieur Philippe GANDON,
- en cas de prise de contrôle de la SARL PHIGA CONSEILS par une société non associée de la SARL SERCO PARTNERS,
- en cas de dissolution, de liquidation de la société SERCO PARTNERS.

5.2 -Restitution

L'Emprunteur disposera d'un délai de quinze jours calendaires à compter soit du terme du présent contrat, soit de la survenance de l'un des événements prévus à l'article « 5.1 — Durée » susvisé, pour restituer des parts sociales de même espèce que celles prêtées, ainsi que tous ses accessoires ou compléments.

L'Emprunteur s'engage ainsi à restituer les parts sociales nouvelles reçues à la suite d'échanges des Parts prêtées en raison d'opérations de fusion, d'apport partiel ou de scission, de regroupement ou de division de parts sociales, distributions exceptionnelles de réserves, l'Emprunteur ne devant conserver que les dividendes annuels mis en distribution suivant l'article 111 des présentes.

Si une plus-value existe à la restitution des Parts, le Prêteur s'engage à en supporter l'imposition.

ARTICLE VI - CESSION A DES TIERS

Les Parties déclarent que le présent contrat est conclu intuitu personae.

En conséquence, aucune Partie n'est autorisée à transférer à quiconque sous quelque forme que ce soit tout ou partie des droits et obligations qui découlent pour elles du présent contrat.

A A

ARTICLE VII - HERITIERS - AYANTS DROIT

Le présent acte oblige les héritiers ou ayants droit, solidairement entre eux, à exécuter les obligations et à restituer de plein droit les Parts prêtées comme décrits aux termes des présentes.

ARTICLE VIII - FRAIS

Les frais des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE IX - NOTIFICATIONS - ELECTION DE DOMICILE

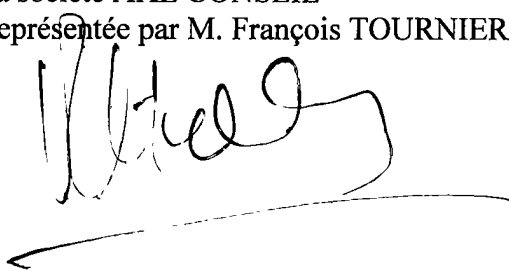
Toutes notifications ou communications faites en raison de ou en relation avec les présentes seront envoyées par lettre recommandée avec accusé de réception aux adresses indiquées dans l'identification des Parties ou remises en main propre contre récépissé.

Fait à Labège,

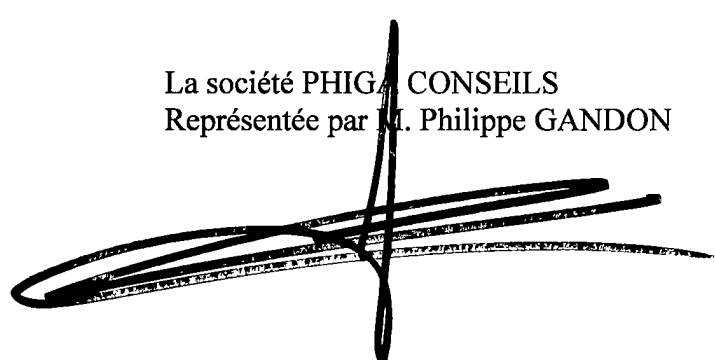
Le, **18 Janvier 2021**

En Trois (3) exemplaires originaux

La société AXE CONSEIL
Représentée par M. François TOURNIER



La société PHIGA CONSEILS
Représentée par M. Philippe GANDON



Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
TOULOUSE
Le 16/03 2021 Dossier 2021 00010320, référence 3104P61 2021 A 01063
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

SERCO PARTNERS

Société à responsabilité limitée

Au capital de 130 000 euros

Siège social : Les Berges du Lac - Bat B 63, rue du

Colombier - BP 57695

31670 LABEGE CEDEX

RCS TOULOUSE 333 696 060

STATUTS

*Mis à jour suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du
27 février 2021*

Certifié conforme

PREAMBULE

Il a été formé, suivant acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 26 septembre 1985, enregistré à TOULOUSE EST le 26 septembre 1985 sous les mentions Folio N°17 bordereau 312 N°1, dont deux originaux ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE, une société civile professionnelle de commissaires aux comptes.

Celle-ci a été transformée en société civile particulière par assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} janvier 1990, suivant procès verbal enregistré au service des impôts de TOULOUSE EST le 12 janvier 1990 et a étendu son objet social à l'activité d'expert comptable.

Elle a par ailleurs opté pour l'impôt sur les sociétés à compter du 1^{er} janvier 1993.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} aout 1997, la société a été transformée en société anonyme.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 29 septembre 1997, la dénomination est devenue « SERCO, KOUBY & ASSOCIES ».

Par Assemblée Générale Mixte en date du 22 décembre 2001, le capital social a été augmenté et converti en euros, et les statuts ont été mis en harmonie avec la réglementation en vigueur.

Par Assemblée Générale Mixte en date du 29 décembre 2008, la dénomination est devenue « SERCO PARTNERS » et le siège social a été transféré à : les Berges du lac, Bâtiment B, Rue du Colombier - BP 57695 - 31676 LABEGE.

Par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 juillet 2012, la société a été transformée en société à responsabilité limitée.

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts sociales existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination de la Société demeure : SERCO PARTNERS.

La société sera inscrite au tableau de l'ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de

l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La Société continue d'avoir pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables,
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé : les Berges du Lac - Bat B - Rue du colombier - BP 57695, 31670 LABEGE.

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société reste fixée à cinquante (50) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- ❖ Lors de la constitution de la Société, il a été fait apport de 3 048,98 euros (soit 20 000 Fr) représentant des apports en numéraire.
- ❖ Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 décembre 1991, il a été décidé d'augmenter le capital social de 12 195,92 euros (soit 80 000 Fr) par apport en numéraire et création de parts nouvelles.
- ❖ Par assemblée générale extraordinaire en date du 15 juillet 1997, il a été procédé à une nouvelle augmentation de capital :
 - par incorporation de réserves d'un montant de 21 342,86 euros (soit 140 000 Fr) et par émission de 1400 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) chacune,
 - par apports en numéraire de 3 963,67 euros (Soit 26 000 Fr), par émission de 260 parts sociales nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) chacune.

❖ Lors de la fusion-absorption de la société Fiduciaire d'Expertise et de Révision Comptable, sigle SERCO, décidée par l'assemblée générale extraordinaire, réunie le 29 septembre 1997, le patrimoine de ladite société a été transmis.

En vue de rémunérer l'apport effectué par la société SERCO, il a été procédé à une augmentation de capital de 100 616,35 euros (soit 660 000 Fr), par création de 6 600 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) de nominal chacune.

❖ Par Assemblée générale extraordinaire en date du 29 septembre 1997, il a été procédé à une augmentation de capital de 11 281,23 euros (soit 74 000 Fr), par incorporation de la prime de fusion et création de 740 actions nouvelles de 15,24 euros (soit 100 Fr) de nominal chacune.

❖ Par Assemblée générale extraordinaire en date du 22 décembre 2001, il a été décidé d'exprimer en euros le capital social de 1 000 000 Fr (soit 152 449,02 €) et de procéder à une augmentation de capital de 50,98 euros par incorporation de réserves ordinaires et élévation de la valeur nominale des actions portée à 15,25 euros.

❖ Aux termes d'une Assemblée Générale Mixte en date du 24 janvier 2017, les statuts ont été modifiés pour tenir compte :

- des cessions par la société FIDUCIAIRE EXPERTISES CONSEILS de 1 499 parts sociales au profit des sociétés BLB AUDIT, AXE CONSEIL, PHIGA CONSEILS et AUDYSSEE ;

- de la cession par Monsieur René GOURRIN de 2 parts sociales au profit de la société AUDYSSEE ;

- de la nouvelle répartition du capital social, suite à la réalisation de la cession par la société AUDEO EXPERTS de 1 874 parts sociales au profit de la société CABINET 42.

❖ Par Assemblée Générale Mixte en date du 24 janvier 2017, le capital social a été réduit de 28 593,75 € euros pour être ramené de 152 500 euros à 123 906,25 euros, par rachat et annulation de 1 875 parts sociales puis augmenté d'une somme de 6 093,75 euros par incorporation de réserves et du compte prime de fusion pour le porter à 130 000 euros.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – REPARTITION DES PARTS SOCIALES – LISTE DES ASSOCIES

Le capital social est fixé à CENT TRENTE MILLE EUROS (130 000 €)

Il est divisé en 8125 parts sociales de 16 euros chacune, numérotées de 1 à 10 000, entièrement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante

- à la société CABINET 42 à concurrence de 1874 parts sociales numérotées de 1 à 1874 inclus au titre de son apport initial ci.....**1874 parts sociales**

- à la société AXE CONSEIL à concurrence de 833 parts sociales numérotées de 4849 à 5336 et 5402 à 5496 et 7996 à 8245 ci.....**833 parts sociales**

- à la société BLB AUDIT à concurrence de 2499 parts sociales numérotées de 5497 à 7995 inclus au titre de son apport initial ci.....**2499 parts sociales**

- à la société PHIGA CONSEILS à concurrence de 1499 parts sociales numérotées de 8246 à 8745 et 8995 à 9993 ci.....**1499 parts sociales**

à concurrence de 1417 parts sociales numérotées de 5337 à 5401 et 3497 à 4848 en vertu des prêts à la consommation consentis par la société AXE CONSEIL ci.....**1417 parts sociales**

- à Monsieur Bruno LE BESNÉRAIS à concurrence de 1 part sociales numérotée 9997 ci.....**1 part sociale**

3.3

- à Monsieur Philippe GANDON à concurrence de 1 part sociales numérotée 9998
 ci.....**1 part sociale**
 - à Monsieur Benoît GOURRIN à concurrence de 1 part sociales numérotée 10 000
 ci.....**1 part sociale**
 =====
 Total égal au nombre de parts composant le capital social :.....**8125 parts**
sociales

Etant précisé que les parts sociales numérotées 1 875 à 3496 inclus de 8476 à 8994 inclus de 9994 à 9996 inclus et 9999 ont été annulées par Assemblée Générale extraordinaire du 24 janvier 2017.

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus et sont libérés selon les modalités ci-dessus.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste des associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de membres des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission générale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

ARTICLE 8 – OPERATIONS SUR LE CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

ARTICLE 9 – COMPTE COURANT

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 – TRANSMISSION DES PARTS

1 - Cession entre vifs.

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par

3.3

le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. La notification doit contenir les nom et prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège social et forme juridique de chacun des cessionnaires, le nombre de parts sociales à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession projetée.

Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit, dans les formes, conditions et délais prévus pour les décisions extraordinaires, à l'exception de la majorité requise qui reste fixée à la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales :

- convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales
- ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la société n'est pas motivée; elle est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, d'acquiescer ou de faire acquiescer les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois par décision de justice sans qu'il puisse excéder neuf mois en tout. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Le cédant peut, à tout moment, signifier à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation à son projet de cession.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai de trois mois, éventuellement prolongé, d'acheter les parts du cédant au prix déterminé dans les conditions ci-dessus stipulées et de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus exposées, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel achat par la société, centraliser les demandes d'achat émises des autres associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

3.3

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prolongé, lorsqu'aucune des solutions ci-dessus exposées n'est intervenue, l'associé cédant peut réaliser la cession initialement projetée, dès lors qu'il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés, les tiers désignés par eux ou la société, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

Si le cédant refuse, la cession est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société spécialement habilité à cet effet, qui signera l'acte de cession aux lieux et place du cédant.

Les stipulations qui précèdent et la procédure qu'elles décrivent sont applicables à toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions ci-dessus stipulées, comme s'il s'agissait d'un projet de cession.

Toutefois, si les parts sont vendues en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société dans les conditions stipulées au présent paragraphe, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande; à défaut, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne

possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément en cas de cession.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

4- Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, la Société continue avec les associés survivants. L'héritier a droit à la valeur des droits sociaux de son auteur.

La valeur des droits sociaux est déterminée au jour du décès conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

La transmission des parts sociales de l'associé décédé au profit d'une personne non associée est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 1 pour l'agrément d'un tiers non encore associé.

En cas de refus d'agrément, et si aucune des solutions prévues au paragraphe 1 n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

Pour exercer les droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé, les héritiers ou ayants droit, qu'ils soient ou non soumis à agrément, doivent justifier de leur état civil et de leurs qualités héréditaires auprès de la gérance qui peut toujours requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

ARTICLE 11 - CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des commissaires aux comptes au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder la partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts sociales à un autre professionnel.

ARTICLE 12 - PREROGATIVES ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS SOCIALES

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque part sociale, qu'elles soient de capital ou d'industrie, confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social. Chaque associé participant aux décisions collectives dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

ARTICLE 14 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée de 6 ans, renouvelable ou non, par décision ordinaire des associés.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le ou les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, les Gérants doivent être autorisés par l'Assemblée Générale des associés statuant aux conditions de majorité prévues pour l'adoption des décisions ordinaires, avant d'accomplir l'un des actes suivants :

- Cautions, avals ou garanties, hypothèques ou nantissements à donner par la Société ;
- Acquisition, apport et cession de participations dans d'autres sociétés ou groupement quelconque ; constitution de sûretés sur ces participations,
- Apport, achat ou vente, prise ou mise en location gérance du fonds de commerce,
- Achat, vente, échange ou apport de tous actifs immobiliers ou actifs immobilisés incorporels,
- Emprunt sous quelque forme et de quelque nature que ce soit, hors facilités de crédit à court terme pour un montant supérieur à DIX MILLE (10 000) euros
- Investissement portant sur une somme supérieure à DIX MILLE (10 000) euros.

Les gérants, révocables par décision ordinaire des associés, peuvent démissionner de leurs fonctions.

ARTICLE 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN GERANT OU UN ASSOCIE

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

1. L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

En cas de pluralité des gérants, chacun peut agir séparément.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

2. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

ARTICLE 18 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées ordinaires, les décisions d'associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 19 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. La décision n'est valablement adoptée que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des associés ;
- les parts sociales ne peuvent être cédées à quiconque ou nanties qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales ;

- la transformation en société anonyme, sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros, est décidée par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;
- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

ARTICLE 20 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

ARTICLE 21 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

ARTICLE 22 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 25 – TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 26 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 27 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, celle-ci s'efforcera de faire accepter l'arbitrage soit du Président du conseil régional de l'Ordre des experts comptables, soit du Président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, suivant l'objet du litige.

En cas de contestation entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes au sujet des affaires sociales ou relativement à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux devant les juridictions étatiques ou arbitrales, de faire accepter la conciliation ou la médiation, selon leur choix, du Président du Conseil régional ou supérieur de l'ordre des experts-comptables ou du Président de la compagnie régionale des commissaires aux comptes.

**MIS AJOUR SUIVANT PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 27 FEVRIER 2021**